

Paris est-elle la France ?

POUR COMPRENDRE en quoi cette question est caricaturalement franco-franaise, il convient de la transposer aux autres pays européens. Berlin est-elle l'Allemagne ? Rome est-elle l'Italie ? Madrid est-elle l'Espagne, et même Londres est-elle la Grande-Bretagne ? On comprend immédiatement que la réponse n'est pas la même, chacun sachant que d'autres grandes villes comme Munich, Milan, Barcelone ou Birmingham, ou d'autres régions, qu'elles se nomment Bavière, Lombardie, Catalogne ou Écosse, équilibrent très largement la capitale politique de leur pays et ne lui laissent aucune exclusivité dans les domaines économiques, culturels ou médiatiques.

Bien sûr, nombre de voix vont s'esclaffer que cette vision est totalement caricaturale et que les Français dans leur ensemble sont tous d'accord pour dire que la centralité de la France est majoritairement acceptée par tous les Français.

« Ce mot hideux de province »

Il n'en est rien, même si on peut considérer qu'aujourd'hui la France de *Paris et le désert français*, que Jean-François Gravier avait écrit en 1947, n'est plus une réalité. Si « ce mot hideux de province » dénoncé par André Malraux n'a toujours pas disparu du vocabulaire des Franciliens, elle n'est plus une réalité en ce sens que désormais nombre de grandes villes de France (pas de « province » !) se sont réveillées à l'exemple de Lyon, l'ancienne capitale des Français, de Nantes la Bretonne à Bordeaux l'Aquitaine ou Toulouse l'Occitane. Des métropoles et des régions qui attirent de plus en plus les Parisiens, alors que Paris ne cesse de perdre des habitants au profit de l'ensemble du sud et de l'ouest de la France. Mais elle l'est plus que jamais quant à la réalité du pouvoir non seulement politique, mais aussi économique, financier, médiatique et culturel.

Quant à savoir si les Français sont tous d'accord pour accepter la cen-

tralité parisienne, c'est probablement ce que pensent les milieux élitistes parisiens. Ce n'est certainement pas ce que l'on peut entendre majoritairement à Nantes, à Quimper, à Strasbourg ou à Lyon. Si Paris s'assimile à la France pour nombre d'étrangers, c'est qu'ils ne connaissent en France que Paris. Et s'ils ne connaissent que Paris, c'est que Paris a pu seule faire sa propre promotion. Non seulement, du point de vue historique, les Celtes, qui constituent le

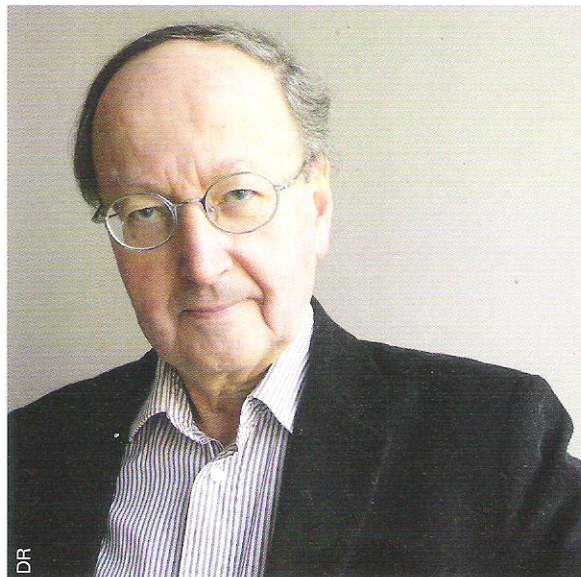
dalité de la Francie (l'Île-de-France) a pu l'emporter sur d'autres féodalités de l'ancienne Gaule, en imposant une centralisation copiée de l'Empire romain et en réduisant au stade folklorique leurs identités, qu'elles soient culturelles ou linguistiques, qu'elles aient été des royaumes, même éphémères, comme la Bretagne, la Bourgogne ou la Provence, des duchés ou des comtés.

Exigence démocratique

Ce modèle d'un pouvoir imposé par le haut et non par le bas, à l'opposé de la démocratie helvétique, a permis de franciser des peuples qui n'étaient pas ou plus d'origine celte, comme les Basques, les Corses, les Flamands ou les Alsaciens. Mais cette francisation, parfois acceptée comme ce fut le cas de l'Alsace, ne l'a pas toujours été, au moins à l'origine. Et ce qui a souvent été le plus souvent refusé, c'était la volonté d'imposer une seule culture, une seule identité aux dépens des autres, de la même façon qu'aujourd'hui la plupart des dirigeants de l'Union européenne voudraient gommer les identités nationales pour faire des Français ou des Allemands uniquement des Européens. L'Union européenne a choisi une magnifique devise : « Unie dans la diversité ». Mais ce n'est qu'une devise, qu'elle ignore magnifiquement. Elle souhaite construire une Europe sans les nations, comme les rois de France et les révolutionnaires ont voulu bâtir une France sans les régions.

La démocratie exige que les Européens soient certes des nationaux, mais aussi des régionaux, et que les politiques appliquent réellement ce « principe de subsidiarité » prôné également par l'Union européenne, mais qui reste un vœu pieux, et qui fasse que les Bretons, parmi d'autres peuples, gèrent d'abord eux-mêmes leurs propres affaires.

• Dernier ouvrage paru : *La France, un destin*, L'Harmattan.



DR

Alain Renaud

ancien professeur de géostratégie et géopolitique

fond de la population française et que les Romains appelaient Gaulois, ont été spoliés de leur liberté par l'hypercentralisation des conquérants romains, puis par celle des rois germaniques qui leur ont succédé, mais ils ont été bernés par la Révolution française. Une révolution qui, certes, a remplacé les aristocrates par les bourgeois, mais n'a en rien, bien au contraire, modifié une hypercentralisation de la France dont Louis XIV avait été le plus grand promoteur. Et une révolution qui, dans la continuité de l'histoire de la France depuis les rois germaniques, ne s'est faite qu'à Paris. La féo-